

Le ministère de la Transition écologique semble vouloir se laisser bercer par les belles illusions de la croissance

verte, avec, en ligne de mire, le fantasme de la « ville intelligente » et son armée de smart-gadgets.

La liste des financeurs de la Fondation Nicolas Hulot – rebaptisée Fondation pour la Nature et l’Homme (FNH) (1) – n’a pas de quoi rassurer ceux qui voient en l’ex-présentateur de TF1 un écologiste au service des entreprises. Parmi les plus importants et les plus représentatifs de ces partenaires, nous pouvons mentionner Bouygues Telecom, Veolia, L’Oréal, Carrefour, TF1, ou encore Avril – la multinationale de l’agro-alimentaire de feu Xavier Beulin, ex-président du syndicat agricole productiviste FNSEA.

Il y en a un autre, peut-être le plus important, que nous n’avons pas encore cité : EDF. C’est le premier à avoir mis la main à la poche. L’entreprise publique a en effet soutenu dès 1991 la FNH, « avant même la reconnaissance d’utilité publique » de cette fondation, ont remarqué les magistrats de la Cour des comptes (2). Depuis, l’électricien est d’une fidélité absolue, comme ces mêmes magistrats l’ont encore noté : dans le collège des « fondateurs » de la fondation, « sur les quatre membres originels, deux (L’Oréal et EDF) l’étaient encore à la fin 2010 sans aucune interruption ». L’entreprise publique n’est pas seulement fidèle, elle est aussi très généreuse : une convention signée le 3 mai 2006 pour une durée de cinq ans renouvelables assurait 460 000 euros par an à la fondation. Depuis, EDF, qui roule moins sur l’or, a revu ses donations à la baisse. Mais elle continue de verser, selon un chiffre du Canard enchaîné

confirmé par la boîte, 100 000 euros par an. Si on veut chipoter, c'est même un peu plus, car la fondation compte également parmi ses partenaires RTE, entreprise détenue pour moitié par EDF.

DÈS 2011, LA FONDATION HULOT RÉCLAME LA GÉNÉRALISATION DU LINKY

Il existe donc une longue histoire entre l'électricien et le ministre. Ce dernier prenait d'ailleurs la pose, tout sourire, en mai 2016, au côté de Jean-Bernard Levy, PDG d'EDF. Les deux larrons venaient de célébrer les vingt-cinq ans de partenariat entre la FNH et l'entreprise (3). Si, officiellement, ces chèques à six chiffres n'engagent à rien, ils permettent au moins d'associer l'image de l'entreprise à celle du très médiatique écologiste, pour un petit « verdissage » toujours très apprécié des responsables com'. Cette proximité permet aussi de se causer... Ainsi, dès 2011, alors qu'à peu près personne en France n'avait encore entendu parler ni de Linky ni de compteurs communicants en général, la FNH en faisait déjà la promotion. À la lire, son déploiement était même urgent ! Il faut « approfondir les efforts », « opérer un changement d'échelle », « accélérer la diffusion des compteurs vraiment intelligents et communicants », martelait la fondation. « Si la loi Grenelle 1 et le décret n° 2010-1022 du 31 août 2010 prévoient que les logements neufs devront disposer de compteurs électriques intelligents, il est nécessaire d'aller beaucoup plus loin », ajoutait-elle, souhaitant déjà « équiper tous les logements français d'un compteur intelligent et communiquant d'ici 2020 ». Ses arguments ?

Le développement de compteurs communicants permettra aux ménages de mieux suivre leur consommation d'électricité, et l'impact de ce type de mesure, couplée à des informations publiques

(sur les factures énergétiques par exemple) peut être déterminant. (4)

Un argumentaire qui ressemble étrangement à celui de l'électricien, qui se trouvait à cette époque dans les starting-blocks pour lancer l'opération Linky, via sa filiale ErDF (devenu Enedis depuis).

UN MINISTÈRE EN BLOC

Or, si Nicolas Hulot est partisan d'une transition 2.0, il ne faut pas attendre de recadrage venant de son entourage : en mettant de côté Élisabeth Borne, qui devrait se concentrer presque exclusivement sur les transports, le ministre est entouré de deux autres secrétaires d'État sans attributions précises, Brune Poirson et Sébastien Lecornu. Ce dernier est un libéral pur jus, proche de Bruno Le Maire, dont il ne faut pas espérer qu'il impose de réelles contraintes au monde de l'entreprise. Brune Poirson, pour sa part, est une jeune députée de La République En Marche qui entre en politique. Selon un article du Monde (5), cette ex de la multinationale Veolia aimerait notamment travailler sur le dossier des « villes intelligentes », dont les compteurs « intelligents » constituent une pièce centrale.

Sur ce « dossier intelligent », Brune Poirson devrait aussi s'entendre à merveille avec la directrice de cabinet du ministre, Michèle Pappalardo, que Nicolas Hulot est allé débaucher chez Vivapolis. Vivapolis ? Il s'agit d'un « réseau » rassemblant des acteurs français publics et privés – notamment de grandes entreprises – « qui travaillent à la conception, à la construction et au fonctionnement de la ville durable ». Qu'on ne s'y méprenne pas : lors des réunions organisées par ce « machin », on ne parle pas permaculture urbaine et pédibus. Non, leurs trucs à eux, c'est plutôt les « smart grids »

(réseaux intelligents) et les voitures électriques, autrement dit les fameuses « villes intelligentes » dont le Linky est un rejeton ! Les opposants sont prévenus : dans leur lutte contre le compteur Linky, il serait très étonnant qu'ils puissent bénéficier d'un coup de pouce du gouvernement.

Nicolas Bérard

.....

1 – On remarquera que la personnalisation de la fondation demeure dans le sigle FNH, à la manière du mouvement En Marche d'Emmanuel Macron.

2 – Dans un rapport d'octobre 2012 :

<https://www.ccomptes.fr/fr/documents/23250>

3 – <https://www.edf.fr/groupe-edf/espaces-dedies/medias/tous-les-communiqués-de-presse/la-fondation-nicolas-hulot-pour-la-nature-et-l-homme-et-edf-celebrent-leurs-25-ans-de-partenariat>

4 – L'ensemble de ces citations est extrait d'une publication de la FNH datée de juin 2011.

http://www.fondation-nature-homme.org/sites/default/files/publications/110601_contribution_a_la_table_ronde_sur_lefficacite_energetique.pdf

5 – http://www.lemonde.fr/gouvernement-philippe/article/2017/08/21/deux-secretaires-d-etat-pas-si-interchangeables-chez-nicolas-hulot_5174580_5129180.html?xtmc=hulot_lecornu&xtr=1